

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE France

Zone Rouge
Z.I. de Rouxmesnil Bouteilles
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : UDRD-2026-01-T-009
Code AIOT : 0005800523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement NESTLE France implanté Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de faire un point sur la situation administrative du site, sa mise en conformité suite au réexamen IED du BREF LCP et à l'application de l'arrêté du 12 juillet 2021, imposant à la société NESTLE France un audit pour la gestion optimisée des flux d'eau sur son site de Rouxmesnil-Bouteilles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE France
- Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005800523
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE France exploite sur son site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES des activités de fabrication de poudres solubles à base de café. L'usine fabrique 25 000 tonnes de café soluble par an et emploie environ 400 personnes. Les activités sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2017 au titre de la rubrique 2220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (torréfaction) pour un volume d'activité de 150 tonnes de café par jour (régime de l'enregistrement). Le site est également soumis à autorisation au titre de la rubrique 4735 « Ammoniac » au regard de la quantité présente sur le site pour faire fonctionner ses installations de production de froid.

Le site est par ailleurs visé à l'annexe I de la directive IED, avec comme rubrique principale la rubrique 3110 « Combustion ».

Enfin, le site est soumis au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour ses installations de combustion, en application de l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE du 13/10/03.

Le site est coupé en deux implantations, séparées par une voie publique. Elles sont identifiées DIEPPE 1, implantation historique de production et de stockage, et DIEPPE 2, implantation dédiée au stockage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Équipement sous pression
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 05/04/2022, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	BREF LCP	Décision d'exécution du 31/07/2017, article 1.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Audit Eau	Arrêté Préfectoral du 12/07/2021, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
4	PAC adiabatique	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Générateurs de vapeur	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 et 18	Sans objet
6	RIA et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.6.4	Sans objet
7	Incident rejet ammoniac 2023	Code de l'environnement du 11/12/2025, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été l'occasion de faire un point sur la situation administrative du site. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées des stockages réellement présents sur le site et de les identifier sur un plan sous 1 mois.

Elle avait également pour but d'examiner la mise en place par l'exploitant des moyens de mesure des émissions atmosphériques sur ses installations de combustion soumises au BREF LCP (grandes installations de combustion) et le respect de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2021 imposant un audit pour une gestion optimisée des flux d'eau sur le site. À l'issue de cet examen, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une mesure en continu des rejets de HCl sur la chaudière biomasse sous 6 mois et de respecter l'article 5 de l'arrêté du 12 juillet 2021 imposant à la société NESTLE France un audit pour une gestion optimisée des flux d'eau sur son site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES sous 1 mois.

L'inspection des installations classées a par ailleurs réalisé un contrôle par sondage du suivi des moyens d'extinction d'incendie et du suivi réglementaire des générateurs de vapeur du site, sans identifier de non-conformités sur ces sujets.

Enfin, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incident ayant eu lieu en 2023 lors de l'installation d'un nouveau groupe froid. Cet incident n'a été identifié qu'en 2025. L'exploitant a déterminé les causes et les mesures à mettre en œuvre afin de prévenir un nouvel incident de ce type et d'informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. L'inspection des installations classées demande néanmoins des informations complémentaires sur les accessoires sous pression défectueux ayant conduit à la situation d'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 05/04/2022, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature/volume des installations	Classement
2220-B.2.a)	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.	Capacité de production maximale : 80 t/ jour Capacité maximale de production annuelle : 23 000 t	E
3110 (IED) rubrique	Combustion de combustibles dans des installations d'une	1 chaudière biomasse de 22 MW alimentée en mélange	A

principale	puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	bois (biomasse 2910-A) et marc de café (biomasse 2910-B) 2 allumeurs gaz de la chaudière biomasse, soit un total de 4,2 MW 2 chaudières au gaz d'une puissance unitaire de 20 MW 3 réchauffeurs d'air au gaz de 2,3 MW de puissance unitaire Torréfacteurs : T4 : 2,6 MW, T5 : 3,6 MW, T6 : 3,6 MW, T7 : 3,6 MW et T8 : 2,74 MW, soit une puissance totale de 16,14 MW Puissance thermique totale des appareils pouvant fonctionner simultanément : 68,9 MW	
4735	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) supérieure ou égale à 1,5 t b) supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg b) supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t	Installations de production de froid : Stockage maximal de 2 500 kg	A
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature..., 1. Le volume des entrepôts	Groupe d'IPD « Dieppe 1 » : 350 000 m ³ Groupe d'IPD « Dieppe 2 » : 22 000 m ³ Volume maximal de stockage de 372 000 m³	E

	étant supérieur ou égal à 50 000 m ³		
2921.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	8 tours aéroréfrigérantes (4 pour le groupe 62 et 4 pour le groupe 66) La puissance thermique totale évacuée est de 61 242 kW	E*
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A , ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Bâtiment de stockage de bois de biomasse : 1 200 m ³ Palettes bois : 200 m ³ Volume maximal susceptible d'être stocké 1 400 m³	D
2663-2.b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : b) supérieure ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³	• capsules et couvercles plastiques : 820 m ³ • films plastiques : 120 m ³ Volume maximal susceptible d'être stocké : 940 m³	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour	Puissance maximale de charge de 157,2 kW	D

	cette opération étant supérieure à 50 kW.		
--	---	--	--

[...]La rubrique IED n° 3110 est la rubrique principale. La capacité de production est limitée à 23 000 t par an.

Constats :

Lors de la visite, un point a été fait sur la situation administrative du site. L'exploitant précise que les volumes indiqués dans le courrier DREAL du 5 avril 2022 pour les rubriques 1532 et 2663 ne correspondent pas aux volumes réellement stockés sur le site. En ce qui concerne la rubrique 1532, le stockage de palettes bois est sous-estimé et ne prend pas en compte les palettes déchets. En ce qui concerne la rubrique 2663, le volume indiqué dans ce courrier ne prend pas en compte les palettes plastiques. Le volume stocké lié à cette rubrique est aujourd'hui estimé à 1276 m³. Selon les informations transmises, les volumes d'activité des rubriques 1532 et 2663 ne permettent pas d'atteindre le seuil de l'enregistrement. Ainsi, bien que certains volumes de stockage aient augmenté depuis 2022, le régime de classement administratif du site et des installations correspondant au niveau d'activité actuellement exercée.

Il est demandé à l'exploitant de déclarer sa situation administrative avec les volumes actuels d'activité sous 1 mois, et de fournir un plan des installations afin de s'assurer qu'il n'y a pas de double classement des activités, notamment au regard de la rubrique 1510. Il est invité à utiliser le guide ministériel d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déclarer sa situation administrative avec les volumes actuels sous **1 mois**, et de fournir un plan des installations afin de s'assurer qu'il n'y a pas de double classement des activités, notamment au regard de la rubrique 1510. Il est invité à utiliser le guide ministériel d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : BREF LCP

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 31/07/2017, article 1.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
Installation	Paramètre	Surveillance
Chaudière Biomasse	NOx	En continu
Chaudière Biomasse	NH3	En continu
Chaudière Biomasse	Poussières	En continu
Chaudière Biomasse	SO2	En continu
Chaudière Biomasse	HF	Annuel
Chaudière Biomasse	HCl	En continu
Chaudière Gaz naturel	NOx	En continu
Chaudière Gaz naturel	CO	En continu
Constats :		
<p>L'exploitant a transmis par courriel du 31/05/2019 le positionnement de sa chaudière biomasse (22 MW) et de ses chaudières fonctionnant au gaz naturel (2 x 20 MW) au regard des conclusions du BREF LCP du 31/07/2017.</p> <p>Il s'est engagé par courriel du 8 octobre 2024 à mettre en place les mesures en continu nécessaires.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que le paramètre HCl n'est pas suivi en continu mais semestriellement. Les échanges montrent qu'il s'agit d'une erreur d'application du BREF LCP. En effet, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la stabilité de ses niveaux d'émissions sur ce paramètre. La mesure en continu doit donc être mise en place afin de se conformer aux meilleures techniques disponibles.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant mettre en place une mesure en continu sur le paramètre HCl sous 6 mois .		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 6 mois		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport final de l'audit sur l'optimisation de la gestion des flux d'eau est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard, pour le 31 décembre 2024.</p> <p>La remise du rapport doit être accompagnée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un courrier de l'exploitant faisant état de ses choix concernant la prise en compte des propositions issues de l'audit et précisant et justifiant les priorités et les modalités opérationnelles de mise en œuvre, y compris l'échéancier, pour les solutions présentant un gain environnemental non marginal. Sauf contrainte dûment justifiée, les premières améliorations techniques sont mises en œuvre dans l'année qui suit la remise du rapport, - une synthèse affichant les gains pérennes ou saisonniers en consommation en eau qui seront obtenus à terme et mettant en lumière les techniques vertueuses retenues, - un courrier de l'exploitant faisant état de ses propositions d'actions de réduction temporaires lors des périodes de sécheresse, à partir du seuil d'alerte. Elles sont obligatoires pour le seuil de crise. Pour les autres niveaux, elles peuvent, être graduées, voire facultatives sur demande de l'exploitant et après avis de l'inspection, suivant le niveau d'effort atteint dans l'optimisation de la gestion de l'eau du site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son étude d'optimisation de la gestion des flux d'eau sur le site par courriel du 15 juillet 2025.</p> <p>Le rapport mentionne que l'examen détaillé de l'usage de l'eau permet d'entrevoir des opportunités d'économie d'utilisation estimée à près de 310 000 m³/an. Ce chiffre ne tient pas compte des projets réalisés en 2024.</p> <p>Cette transmission ne comprend pas de courrier de l'exploitant faisant état de ses choix concernant la prise en compte des propositions issues de l'audit et précisant et justifiant les priorités et les modalités opérationnelles de mise en œuvre, y compris l'échéancier, prescrit par l'arrêté du 12 juillet 2021. La conclusion du rapport est "Le coût de l'eau actuel fait que pour l'entreprise ces initiatives ne s'accompagneraient d'aucun retour sur investissement et nécessiterait d'identifier des pistes parallèles pour préserver la compétitivité du site."</p> <p>Pourtant l'exploitant identifie 2 types de projets : dix projets représentant 39% du potentiel d'économie d'eau, prioritaires du fait du fait qu'ils ne présentent pas de difficultés d'exécution et 2 projets représentant 61% du potentiel d'économie mais complexes à mettre en œuvre et représentant un fort investissement économique.</p> <p>Dans les projets prioritaires, l'un présente un coût économique nul.</p> <p>Par ailleurs, la conclusion du rapport mentionne que d'autres options de réduction de la consommation d'eau pourront être étudiées dans le cadre de la réglementation REUSE.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il a engagé certains des projets identifiés comme prioritaires dans le rapport et a un projet d'investissement jusque 2028 compris.</p> <p>Le rapport comprend les propositions d'actions de réduction temporaires lors des périodes de sécheresse, à partir du seuil d'alerte. L'exploitant a établi un plan de continuité d'activité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<u>Demande n°3</u> : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un courrier faisant état de ses choix concernant la prise en compte des propositions issues de l'audit et précisant et justifiant les priorités et les modalités opérationnelles de mise en oeuvre, <u>y compris l'échéancier</u> , conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2021, sous 1 mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : PAC adiabatique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46
Thème(s) : Identification de la demande, Modification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé par courriel du 23 février 2024 l'inspection des installations classées de son projet "adiabatique" concernant l'ajout de 2 condenseurs adiabatiques sur la station ammoniac.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il s'agit en réalité d'un projet pluriannuel de modification de plusieurs installations du site. Les éléments transmis à ce jour ne permettent pas à l'inspection des installations classées de se prononcer sur la substantialité de cette modification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4</u> : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter à la</p>

connaissance du préfet, sous 1 mois , l'ensemble du projet "adiabatique" avec tous les éléments d'appréciation pour se prononcer sur la substantialité de la modification et statuer si elle doit être encadrée par arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Générateurs de vapeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 et 18
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...]</p> <p>Article 18 I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement possède 3 générateurs de vapeur : deux fonctionnant au gaz naturel de marque Babcock Wanson et un fonctionnant à la biomasse de marque Vyncke.</p> <p>Il a été constaté que les générateurs de vapeur de marque Babcock Wanson (n°15273 et 15274) ont tous les deux une pression maximale de service (PS) de 21.2 bar et sont chacun équipés d'une soupape tarée à 21.2 bar. Elles portent un plombage et une plaque de vérification datée d'août pour le générateur n°15273, et de septembre 2025 pour le générateur n°15274.</p> <p>Le générateur n°15273 a été requalifié en août 2020 et le générateur 15274 en septembre 2020.</p> <p>La chaudière biomasse (Vyncke n°150150) a une pression maximale de service de 29 bar. Elle est protégée par 2 soupapes tarées à 29 bar, portant une plaque de vérification datée du 16/06/2025. Elle a été fabriquée en 2016.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : RIA et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose a minima, des moyens de lutte contre l'incendie, suivants :</p> <p>[...]</p>

<ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés au niveau des bâtiments ;[...]
<p>Constats :</p> <p>L'examen a été mené par sondage.</p> <p>Les RIA et extincteurs examinés au cours de la visite ont été vérifiés depuis moins d'un an. L'exploitant indique au moment de la visite que la campagne de vérification des extincteurs est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Incident rejet ammoniac 2023

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/12/2025, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incident survenu en 2023 lors de l'installation d'un nouveau groupe froid. Cet incident n'a été identifié qu'à l'occasion d'un audit interne du groupe en 2025.</p> <p>L'exploitant a fourni un rapport d'analyse des causes et a établi des actions correctives à mettre en œuvre.</p> <p>Il n'identifie pas d'impact sur l'environnement suite à cet incident.</p> <p>Bien que la prescription n'ait pas été respectée en 2023, l'exploitant a pris les dispositions nécessaires à son respect dès l'identification de la non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance préventive
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien, ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Lors du raccordement du nouveau groupe froid en 2023 à l'installation de refroidissement en service, il s'est avéré que l'une des vannes de raccordement était fuyarde. Il s'agit d'un accessoire sous pression. Le rapport d'incident de l'exploitant indique que 3 vannes de raccordement peuvent être concernées. Le compte-rendu de l'exploitant indique qu'il n'a pas été en mesure d'identifier la vanne fuyarde et a, de ce fait, installé 3 autres vannes en amont des vannes suspectes afin d'assurer l'étanchéité du réseau. Il n'est pas clairement établi si le ou les accessoires non-conformes ont été identifiés et remplacés ou si l'exploitant a privilégié un maintien en service et s'il a réalisé une identification pour éviter tout incident lié à un accessoire sous pression non-conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°5 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'indiquer sous 1 mois si toute vanne défectueuse sur son réseau d'ammoniac a été identifiée et remplacée, ou sinon, les mesures prises afin de garder la mémoire qu'un accessoire sous pression en service n'est pas en capacité de remplir sa fonction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois